

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2017

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Une activité en demi-teinte

L'activité économique de l'archipel affiche des évolutions contrastées en ce début d'année. En effet, soutenue par un marché du travail toujours bien orienté, la consommation des ménages demeure robuste. En revanche, la situation des entreprises reste fragile, comme en témoigne la baisse des importations et des crédits d'investissement.

Par ailleurs, la reprise de l'inflation se confirme. Porté par une progression de l'ensemble de ses composantes, l'indice des prix à la consommation s'accroît en glissement annuel pour le deuxième trimestre consécutif.

Toutefois le commerce extérieur affiche des résultats globalement moins favorables qu'au trimestre précédent : les importations hors combustibles reculent sur un an tandis que les exportations diminuent en raison du repli des exportations de produits de la mer.

Au niveau sectoriel, les résultats sont positifs en glissement trimestriel : les prises de pêche progressent et viennent alimenter le marché local alors que la fréquentation touristique s'inscrit en hausse.

UNE CONJONCTURE FAVORABLE POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Le produit intérieur brut (PIB) canadien progresse pour le troisième trimestre consécutif (+0,9 %, après +0,6 % et +0,9 % aux troisième et quatrième trimestres 2016). Cette évolution est principalement attribuable à la demande intérieure finale, en augmentation de 1,2 %, et en particulier à la demande des ménages (+1,1 %). Par ailleurs, la formation brute de capital fixe s'inscrit en hausse (+2,9 %). En revanche, l'augmentation des importations (+3,3 %) ainsi que le léger repli des exportations (-0,1 %) ont modéré la croissance du PIB. Exprimé en taux trimestriel annualisé, le PIB enregistre une progression de 3,7 %.

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 1,6 % en mars sur un an, en raison de la hausse de cinq des huit composantes de l'indice. Les prix des transports (+4,6 %), des loisirs et de la formation (+3,6 %) et des logements (+2,2 %) enregistrent une progression, contribuant de manière significative à l'évolution de l'IPC. À l'inverse, les prix de l'alimentation (-1,9 %) et de l'habillement (-0,9 %) diminuent sur un an. Au niveau régional, l'ensemble des provinces atlantiques voient leurs prix à la consommation augmenter. Cette évolution est plus marquée dans les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador (+3,8 %) et du Nouveau-Brunswick (+2,8 %) qu'au Québec (+0,9 %).

Le taux de chômage¹ canadien s'établit à 6,7 % au mois de mars, en baisse par rapport à celui observé l'année précédente à la même période (7,1 %). Le taux de chômage de la province de Terre-Neuve-et-Labrador s'inscrit en hausse sur un an (+1,9 point), pour s'établir à 14,9 %. À l'inverse, le Québec affiche un taux de chômage (6,4 %) en baisse sur un an (-1,0 point), celui-ci est inférieur à la moyenne nationale. **L'emploi** enregistre une nouvelle augmentation au cours des douze derniers mois (+1,5 % après +1,2 % au trimestre précédent). Ainsi, ce dernier progresse au Québec (+2,4 %) et au Nouveau-Brunswick (+2,3 %), tandis qu'il recule dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador (-2,6 %).

¹ Les données relatives au marché de l'emploi canadien sont désaisonnalisées par Statistique Canada

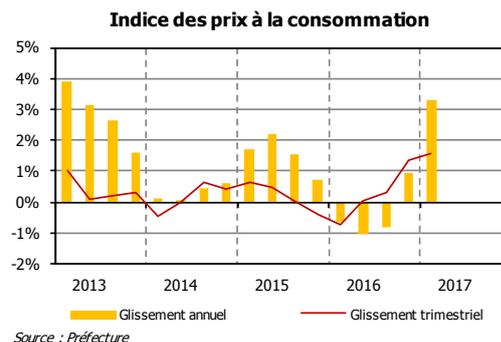
Source : Statistique Canada

La hausse des prix se confirme et s'accélère

Pour le quatrième trimestre consécutif, l'indice des prix à la consommation s'accroît sur trois mois (+1,6 %, après +1,4 % au trimestre précédent).

L'ensemble des composantes de l'indice est en augmentation. Les principaux facteurs de cette évolution trimestrielle sont les produits alimentaires (+1,8 %), les services (+1,9 %) et les produits énergétiques (+3,2 %).

En glissement annuel, les prix à la consommation poursuivent leur progression (+3,3 %, après +1,0 % au trimestre précédent). Cette croissance est principalement attribuable aux produits énergétiques, dont les prix s'accroissent pour la première fois depuis trois ans (+12,2 %). Les prix des produits manufacturés et des produits alimentaires affichent également une hausse sur un an (respectivement +4,2 % et +2,3 %).



Bonne tenue du marché de l'emploi

En mars 2017, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'établit à 216 personnes, contre 244 personnes à la même période en 2016 (-11,5 %). Par ailleurs, le nombre de DEFM toutes catégories confondues s'élève à 408 personnes, soit une diminution de 6,0 % sur un an.

L'indicateur de chômage¹ de l'archipel s'établit à 6,8 %, en baisse de 0,9 point au cours des douze derniers mois.

La consommation des ménages se maintient

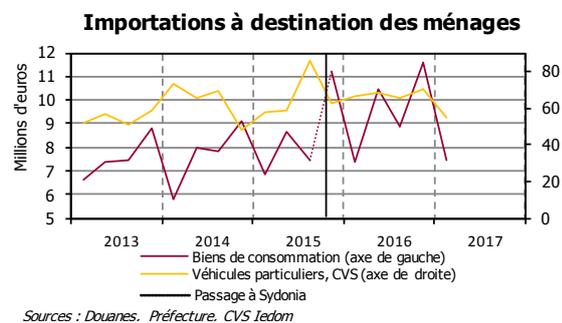
La consommation des ménages demeure bien orientée au premier trimestre 2017, bien que certains indicateurs montrent des signes de fléchissement.

Les importations à destination des ménages enregistrent une légère hausse sur un an (+0,7 % à 7,4 millions d'euros), portées par l'accroissement des importations de biens alimentaires (+3,5 %). À l'inverse, les importations de biens durables reculent (-15,8 %).

Après un rebond au trimestre précédent (+15,2 %, CVS), les ventes de véhicules de tourisme repartent à la baisse (-22,1 %, CVS), pour s'établir au niveau le plus bas enregistré depuis quatre ans à cette période. Ce repli est également observable en glissement annuel (-18,3 %, CVS).

Les crédits à la consommation sont en léger retrait sur le trimestre (-0,3 % après +2,0 % au trimestre précédent). En revanche, ces derniers connaissent un regain en glissement annuel (+0,5 %), après deux trimestres consécutifs de repli (-1,0 % puis -2,9 % en fin d'année).

Par ailleurs, les indicateurs de vulnérabilité des ménages affichent des résultats positifs. En effet, aucun incident de paiement par chèque ni de retrait de carte bancaire n'a été enregistré ce trimestre, tandis que le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire ne varie que faiblement (-1).

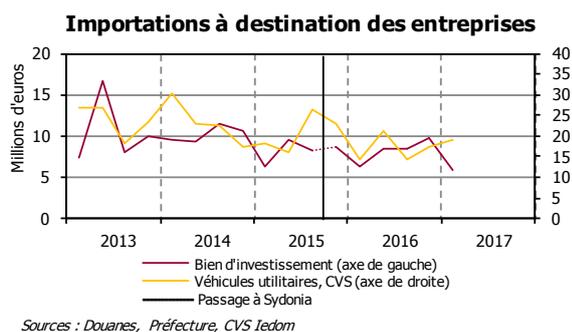


Les difficultés des entreprises tendent à se confirmer

La situation des entreprises demeure fragile au premier trimestre 2017, renforçant de fait la tendance observée au cours de l'année passée.

En effet, après un rebond au trimestre précédent (+12,4 %), les importations à destination des entreprises repartent à la baisse sur un an (-5,7 %), pour s'établir à 5,9 millions d'euros. Cette évolution est attribuable au repli combiné des importations de biens d'équipement (-5,9 %) et des biens intermédiaires (-5,5 %).

Les ventes de véhicules utilitaires s'inscrivent en hausse sur trois mois, pour le deuxième trimestre consécutif (+9,5 % après +22,3 %, CVS). De la même manière, ces dernières progressent en glissement annuel (+32,4 %, CVS)².



¹ L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégories A/population active au dernier recensement (2013) ».

² Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

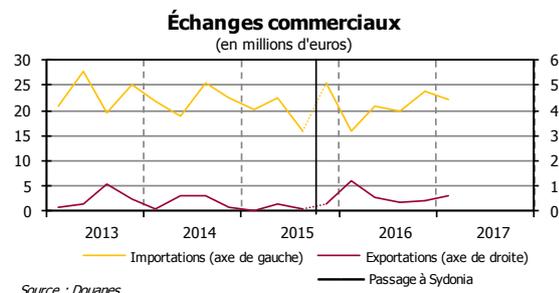
En dépit d'une légère augmentation sur le trimestre (+0,7 %), les crédits d'investissement s'inscrivent en baisse sur un an, pour le deuxième trimestre consécutif (-4,6 % après -5,8 %).

Le taux de créances douteuses nettes des crédits aux entreprises, tout en se maintenant à un niveau très bas (2,1 %), enregistre une nouvelle hausse sur le trimestre (+0,4 point après +1,1 point).

Des échanges extérieurs globalement moins favorables

Les importations de l'archipel s'élèvent à 22,2 millions d'euros au premier trimestre 2017, en nette progression sur un an (+39,0 %). Cependant cette évolution n'est attribuable qu'aux combustibles, qui ont quadruplé sur l'année du fait d'importations initialement prévues au quatrième trimestre 2016 et finalement reportées en début d'année 2017. Les importations hors combustibles diminuent (-2,2 %), en raison du recul des biens d'investissement (-5,7 %) et d'une faible augmentation des importations de biens de consommation (+0,7 %).

Par ailleurs, les exportations enregistrent une baisse sur l'année (-47,4 %), pour s'établir à 0,6 million d'euros. Cette évolution est notamment attribuable à la diminution de moitié des exportations de produits de la mer, qui s'élèvent à 0,3 million d'euros.



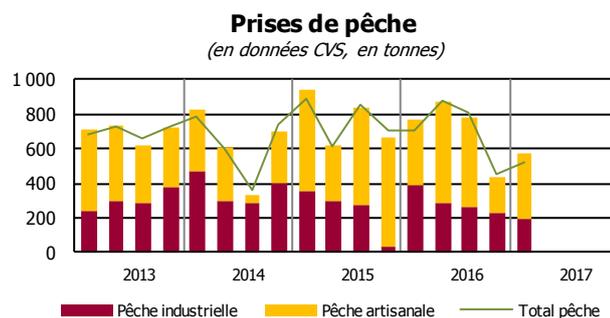
LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les prises de pêche repartent à la hausse

L'activité halieutique enregistre une augmentation des volumes prélevés par rapport au trimestre précédent (+13,5 %, CVS). Cette évolution s'explique par l'accroissement des prises de la pêche artisanale (+82,5 %, CVS), tandis que la pêche industrielle s'inscrit en baisse (-15,7 %, CVS).

Le secteur totalise 615 tonnes de prises au cours des trois derniers mois, essentiellement composées de morues (551 tonnes).

En revanche, en glissement annuel, le total des prises diminue de nouveau (-26,5 %, après -18,6 %, CVS), en lien avec la diminution de moitié (CVS) des prises de la pêche industrielle. Par ailleurs, les volumes prélevés par la pêche artisanale demeurent stables (+0,3 %, CVS).



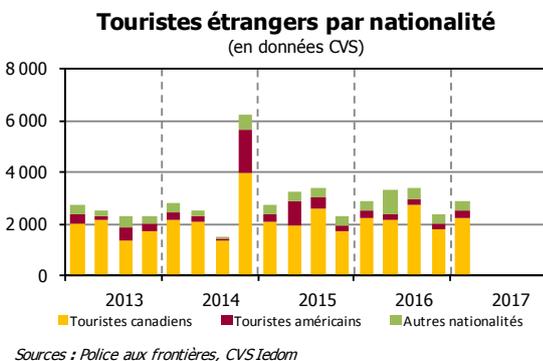
Bonne orientation du secteur touristique

Le trafic total augmente sur le trimestre (+8,7 %, CVS), en raison de la forte progression du nombre de passagers par voie maritime (+18,9 %, CVS). De plus, le trafic aérien s'inscrit en hausse (+2,0 %, CVS).

Le trafic total s'accroît également sur un an (+1,1 %, CVS). Cette évolution s'explique par la hausse du nombre de passagers par voie maritime (+0,8 %, CVS) et par voie aérienne (+0,8 %, CVS).

Après un repli marqué au trimestre précédent (-24,0 %, CVS), le nombre de touristes étrangers rebondit au cours des trois derniers mois (+25,4 %, CVS), porté principalement par les Canadiens (+25,2 %, CVS), devant les Américains (+9,6 %, CVS) puis les autres nationalités (+9,9 %, CVS).

La fréquentation touristique enregistre également une légère hausse en glissement annuel (+0,8 %, CVS). En effet, le nombre de touristes américains recule (-1,3 %, CVS), tandis que le nombre de touristes canadiens demeure relativement stable (+0,2 %, CVS) et que le nombre de touristes d'autres nationalités est en augmentation (+1,5 %, CVS).



MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE ?

L'affermissement de l'activité économique mondiale observée au quatrième trimestre 2016 devrait se poursuivre en 2017. Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale progresserait de 3,5 % en 2017 après 3,1 % en 2016. L'essentiel de ce regain viendrait du redressement cyclique attendu de l'activité dans l'industrie manufacturière et le commerce ainsi que du dynamisme de certains pays émergents.

Aux États-Unis, l'activité a ralenti au premier trimestre 2017 : elle s'établit à +1,2 % en glissement trimestriel annualisé (après +2,1 % au trimestre précédent) en raison du tassement des dépenses de consommation et d'un moindre investissement dans les stocks. Sur l'année, le FMI table sur une croissance de +2,3 % en 2017 puis +2,5 % en 2018. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a poursuivi la normalisation de sa politique monétaire en relevant mi-mars 2017 ses taux directeurs d'un quart de point, à 1,0 %.

Le PIB de la zone euro a progressé de 0,5 % au premier trimestre de 2017 (après +0,5 %), selon Eurostat. Le chômage est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation en glissement annuel a atteint +1,5 % en mars 2017. La Commission européenne prévoit une croissance de +1,7 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au premier trimestre 2017 (après +0,5 %). Les dépenses de consommation des ménages marquent le pas (+0,1 % après +0,6 %) tandis que l'investissement accélère de nouveau (+0,9 % après +0,6 %). Le FMI anticipe une croissance de +1,4 % pour l'année 2017.

Le Japon a enregistré au premier trimestre son rythme de croissance le plus rapide depuis un an (+2,2 % en glissement annuel), grâce au dynamisme des exportations provoqué par la hausse de la demande mondiale. Sur l'année, la croissance devrait s'élever à +1,2 % (après +1,0 % en 2016).

La croissance dans les pays émergents et en développement devrait s'accélérer pour atteindre +4,5 % en 2017 après +4,1 % selon le FMI. Les perspectives de croissance à court terme ont été révisées à la hausse pour la Chine (+6,6 % en 2017) en lien avec le repositionnement de son modèle économique au profit de la consommation privée tandis que le Brésil devrait sortir de l'une de ses récessions les plus profondes, avec une prévision de croissance de 0,2 % en 2017 et de 1,7 % en 2018.

Sources : FMI, INSEE, Eurostat, BEA – données arrêtées à la date du 7 juin 2017

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

Les douanes et le Pôle emploi de Saint-Pierre-et-Miquelon ont récemment modifié leur champ d'études, ce qui nécessite des changements dans le traitement statistique réalisé par l'IEDOM.

▪ Traitement statistique des données douanières

Depuis le 1^{er} octobre 2015, les services douaniers de Saint-Pierre-et-Miquelon ont opéré un changement dans le processus des déclarations douanières, par la mise en service du portail internet Sydonia. La collecte d'informations sur le commerce extérieur s'est améliorée, grâce notamment à une meilleure prise en compte des exportations.

Le changement dans la nature des données, même d'ampleur limitée, implique néanmoins une modification dans le traitement statistique des données et ne permet plus actuellement de les corriger des variations saisonnières. Les analyses se concentreront sur les évolutions annuelles pour neutraliser les effets de la saisonnalité.

Par ailleurs, à l'occasion du changement de nomenclature douanière, de nouvelles catégories de biens ont été identifiées, offrant ainsi une analyse plus détaillée de l'économie de l'archipel : **les biens à destination des ménages** (biens alimentaires, non alimentaires et de consommation durable) et **les biens à destination des entreprises** (biens de production et biens intermédiaires).

▪ Traitement statistique des données du marché de l'emploi

Depuis la fin d'année 2015, l'agence Pôle emploi de l'archipel analyse le marché du travail sous l'angle principal des DEFM de catégorie A (sans-emploi), afin de s'aligner sur le traitement statistique réalisé en Métropole. Par conséquent, seule cette catégorie sera désormais retenue dans le calcul de l'indicateur du chômage.

[Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. MARION – Responsable de la rédaction : A. PÈRE

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : juillet 2017 – Dépôt légal : juillet 2017 – ISSN 1952-9619